

Zeitschrift: Allgemeine schweizerische Militärzeitung = Journal militaire suisse =
Gazetta militare svizzera

Band: 67=87 (1921)

Heft: 14

Artikel: Vorschläge der Sektionen der Schweizerischen Offiziersgesellschaft zur
Reorganisation des Heerwesens

Autor: Iselin, Heinrich

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-37013>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Allgemeine Schweizerische Militärzeitung

Journal Militaire Suisse

Gazzetta Militare Svizzera

Organ der Schweizerischen Offiziersgesellschaft und des Schweizerischen Verwaltungsoffiziersvereins.
Herausgegeben vom Zentralvorstand der Schweizerischen Offiziersgesellschaft.

Organe de la Société Suisse des Officiers et de la Société des Officiers d'administration.
Publié par le comité central de la Société Suisse des Officiers.

Organo della Società Svizzera degli ufficiali e della Società Svizzera degli ufficiali d'amministrazione.
Pubblicata per cura del Comitato centrale della Società Svizzera degli ufficiali.

Redaktion: Oberstlt. i. Gst. K. VonderMühl, Basel, Bäumleingasse 13.

Als Beilage erscheint alle 3 Monate: Schweizerische Vierteljahrs-Schrift für Kriegswissenschaft.

Redaktion: Oberst i. Gst. M. Feldmann, Bern.

Inhalt: Vorschläge der Sektionen der Schweizerischen Offiziersgesellschaft zur Reorganisation des Heerwesens. — Kriegslehren. (Schluß.) — Außerdienstliche Schreibearbeit. — General Herzog-Stiftung. — Sektionsnachrichten. — Sommaire de la Revue Militaire Suisse. — Literatur.

Vorschläge der Sektionen der Schweizerischen Offiziersgesellschaft zur Reorganisation des Heerwesens.

(Von Hptm. i/Gst. *H. Iselin.*)

Die Bearbeitung der Vorschläge der Landesverteidigungskommission zur Reorganisation des Heerwesens ist von zahlreichen Sektionen der Schweizerischen Offiziersgesellschaft an die Hand genommen worden. Es soll versucht werden, in gedrängter Kürze eine Darstellung des Ergebnisses dieser Studien zu geben. Die Schlüsse, zu denen die Offiziere gelangen, sind in den Einzelheiten stark verschieden, je nach dem Gesichtswinkel, unter dem eine Frage geprüft wird. Die Zusammenstellung soll der weiteren Bearbeitung die Wege ebnen. Der Verfasser verzichtet darauf, selbst zu den aufgeworfenen Fragen Stellung zu nehmen.

I. Allgemeines.

Mehrere Sektionen werfen die Frage auf, ob es jetzt schon richtig sei, ein Projekt für eine Militärorganisation auszuarbeiten; die Bedürfnisse stünden noch zu wenig fest; man laufe Gefahr, nach Voraussetzungen zu handeln, die sich binnen kurzer Zeit als irrig herausstellen werden.

Geht man aber daran, die Armee neu zu gestalten, so muß man sich vor Augen halten, daß sie im Blick auf eine ganz klar bestimmte Aufgabe ausgebildet und ausgerüstet werden muß, und nicht für alle erdenklichen Situationen; wollen wir letzteres, so werden wir stets nur etwas halbes erreichen. Auch die kriegführenden Ar-

meen haben sich in jeder Phase des Krieges den Aufgaben anpassen müssen, die die Lage eben stellte. Für unsere Friedensausbildung umschreibt Oberst Vuilleumier in Lausanne die Aufgabe ungefähr folgendermaßen :

« I. *Au point de vue stratégique d'abord* : un premier point qui me paraît bien certain, c'est que la Suisse neutre, appuyée ou non sur la Société des Nations, n'a pas à préparer une armée de conquêtes, une armée qui doit être organisée de façon à aller faire la guerre en pays étranger.

« Si cette éventualité se présentait, cela ne pourrait être què dans une seconde ou troisième période de guerre, ou tout au plus après une période de préparation spéciale dictée par des événements spéciaux. Ce sera en tous cas pour après-demain et après bien des événements. Or nous devons nous préparer pour demain. A chaque jour suffit sa peine.

« Donc, premier point : armée organisée pour se battre en Suisse, en défensive stratégique, avec nos ressources nationales, nos routes, nos chemins de fer, un service territorial et des étapes organisées pour notre armée dans notre pays. Toute autre tâche est postérieure et dépend de nos voisins plus que de nous.

« II. Un second point non moins certain, c'est que nous devons avant tout, et que nous ne pouvons sérieusement nous préparer que pour la période durant laquelle nous serons *seuls*, livrés à nos propres moyens.

« Il ne faut pas nous faire d'illusions : Ou bien abandonnés de tous nous serons mangés au bout de peu de temps par l'un de nos puissants voisins ; nous sauverons l'honneur. Nous pourrons, même moins nombreux, remporter de premiers succès ; la bataille de Tannenberg est là pour le prouver ; mais après, nous devons forcément succomber à la longue si nous restons seuls.

« Ou bien un tiers (puissant voisin) viendra à notre aide ; et je pose ceci en fait : c'est que pour cette seconde période, période où un voisin nous apportera son artillerie lourde et sa formidable aviation, ses autos blindés et ses chars d'assaut, nous ne pouvons et ne devons pas nous préparer matériellement maintenant. Nous pouvons gymnastiquer l'esprit des chefs, développer leurs facultés de compréhension et d'adaptation, mais c'est tout. Ce seront de tout autres procédés de combat. Nous devons, comme l'armée belge, après nous être battus seuls, avec nos moyens limités, nous réorganiser et nous réinstruire pour pouvoir incorporer nos forces à d'autres ; nous devons apprendre à nous battre à côté de nos alliés, avec leurs moyens et ceux qu'ils nous fourniront, leur armement et leurs procédés de combat. Ceux qui ont lu les récits des batailles de l'Yser et des Flandres de fin 1914 savent comment l'artillerie française a dû venir se marier à l'infanterie belge et la fusion qui a dû s'opérer.

« III. *Combien durera cette période où nous nous battons seuls ?*

«En d'autres termes, pour combien de temps devons-nous préparer notre instrument actuel: dotation et ravitaillement en hommes, en armes, en munitions, en vivres, en benzine, etc.? C'est là une question d'appréciation. Mais si l'on pose le problème comme je le pose, les idées ne divergent pas énormément: 15 jours, 1 mois, 6 semaines, deux mois au maximum si vous voulez.

«C'est pendant cette période qu'au point de vue militaire notre sort se jouera et dépendra de nous seuls. C'est la période pour laquelle nous devons être absolument prêts et mettre en oeuvre tout ce qui est nécessaire. Après, notre armée ne sera plus qu'un élément d'un tout différent et probablement beaucoup plus considérable. Le matériel, les hommes, les munitions, les vivres et l'instruction des procédés de combat qui devront être préparés pour la deuxième période, nous intéressent beaucoup moins, que ce qui doit être prêt d'ores et déjà pour la première.

«Je ne veux pas dire que nous ne devrions rien *prévoir* pour la deuxième période; loin de moi cette idée. Je veux simplement dire que, ne pouvant tout faire et devant nous limiter, nous devons tout préparer à l'extrême pour la première période, parce que c'est l'essentielle, et que pour la seconde, il ne nous faut faire que ce qui sera certainement utile. La seconde période, en effet, ne peut exister que si la première réussit.

«IV. *Guerre de deux mois en Suisse avec nos seules ressources:* Nos ressources? Elles seront toujours très limitées à cause de la question économique. Quand on pense à ce que coûtent les gros tanks français qui passent à travers les maisons, et que notre budget annuel est de 75 millions, cela donne à réfléchir; quand on songe à ce que l'aviation s'est développée: chasse, observation, bombardement, et qu'on le compare à ce que nous avons. Quand on pense que la France à des sur-Berthas, qui tirent au delà des 120 kilomètres des Berthas allemands? On déduit forcément de ces comparaisons que, ne pouvant créer un appareil semblable, nous devons d'une part, chercher par une tactique appropriée à mettre ce grand appareil dans les pires conditions de fonctionnement et, d'autre part, créer pour nous et dans la limite de nos moyens un appareil qui réponde à cette tactique que nous voulons imposer à l'ennemi. Ce sont ces conditions qu'il faut nous efforcer de rechercher et de mettre à profit, et il nous faut créer un instrument qui assure le rendement maximum dans ces conditions-là.»

II. Allgemeine Wehrpflicht.

Die Beibehaltung der allgemeinen Wehrpflicht wird von allen Seiten befürwortet. Auch wenn die Aufgabe unserer Armee beschränkt wird, entspricht die allgemeine Wehrpflicht allein unserm Empfinden. Hiefür gibt die Sektion St. Gallen folgende Begründung:

„Die Frage, welche an die Spitze grundlegender Probleme für die Reorganisation unseres Wehrwesens gestellt ist: „allgemeine Wehrpflicht oder andere Lösung“, erscheint auf den ersten Blick durch rasche selbstverständliche Bejahung der erstern als gelöst. Allein das tiefere Eingehen auf dieses Prinzip führt zu einer reichen Fülle interessanter und wichtiger Erwägungen, aus deren Abklärung ein sicherer Schluß zu gewinnen ist. Es haben deshalb die Offiziere, welchen vom Arbeitsausschuß die Beantwortung der ersten Frage zugewiesen wurde, diese einer gründlichen Prüfung unterzogen; was sie heute dem Offiziersverein als Ergebnis der Beratung mitteilen, ist ihre *übereinstimmende Ansicht*.

„Mit dem Abschluß des großen Weltkrieges, der Europas Völkern innerste Erschütterung brachte, ist eine weitverbreitete *Stimmung starken Widerwillens* gegen weitem Militärdienst und neue Kriegsrüstung zum Ausbruch gelangt. Kriegführende wie Neutrale, nicht nur Pazifisten, sondern große Massen der Bevölkerung haben laut ihren Abscheu vor dem Kriegshandwerk, vor dem Elend, das es nach sich zog, bekannt. Kriegs- und Dienstmüde klagte man — auch in der Schweiz — das Prinzip der Macht und Gewalt als Quelle alles Uebels an. Recht, nicht Gewalt, soll künftig herrschen, das wurde der Wahrspruch in den Ländern und begeistert, aber auch kritiklos jubelten Ungezählte diesem Worte zu, von ihm die Befreiung von den Lasten erhoffend, welche das Wehrwesen jedem Volke auferlegt. Diese Grundauffassung muß vor allem geklärt werden. Der Trugschluß: Recht, nicht Gewalt, muß erkannt werden. Denn nicht um die Alternative handelt es sich. Kein Recht wird sich behaupten ohne Schutz; ihn jenem zu verleihen, dazu bedarf es der Gewalt. Diese ist nicht um ihrer selbst willen nötig, wohl aber als Mittel zum Schutze des Rechtes. Verwerflich, wenn sie zur Verletzung des Rechtes mißbraucht wird, ist sie die schützende Kraft für bedrohtes und angegriffenes Recht. Das Recht bedarf stets der Macht, es bedarf der Sanktionen. Das Recht muß sich auf eine gewisse Macht stützen können, die nach ihrer Organisation und Funktion im richtigen Verhältnis steht zur jeweiligen Aufgabe. Diese kann im einen Fall ein einzelner Beamter, im andern ein Polizeiaufgebot erfüllen. Der Staat, als Gemeinschaft der Menschen, kann sein Recht nach innen und nach außen in den größten Konflikten nur durch organisierte Macht schützen, für solange jedenfalls, als nicht die Vervollkommnung des Menschengeschlechtes so hoch gestiegen ist, daß Friedensstörungen nicht mehr eintreten.

„Wenn somit allgemein, nach der heutigen menschlichen Kultur für jedes Volk die *Notwendigkeit und ethische Berechtigung einer organisierten schützenden Gewalt zu bejahen* ist, so bleibt zu untersuchen, in welcher Art dieser Schutz — die nationale Organisation der Notwehr — für unsere *Schweiz* zu regeln sei.

„Die *geschichtliche Entwicklung* der Eidgenossenschaft, die Schaffung dieses kleinen Freistaates und seine Behauptung in allen Stürmen der Jahrhunderte weisen auf die allgemeine Wehrpflicht hin. In den Kämpfen um die Unabhängigkeit des tapferen Völkchens hat sie ihre Weihe erhalten; in trüber Zeit, wo mangelnde Eintracht nicht alle zur Verteidigung des Landes zusammenführte, überzog fremde Invasion die Heimat mit Not und Unglück. So war es gegeben, daß die neueren Verfassungen der Schweiz die allgemeine Wehrpflicht als einen obersten Staatsgrundsatz aufnahmen. Hat schon die helvetische Verfassung (Art. 21, 1) den Satz geprägt: „Jeder Bürger ist geborener Soldat des Vaterlandes“, und nachher das allgemeine Militär-Reglement von 1817 ihn formuliert: „Nach angeerbter Verpflichtung ist jeder Schweizer Soldat und verpflichtet, zur Verteidigung des Vaterlandes Kriegsdienst zu tun“, so ging das Prinzip erst recht in die neue Konstitution unseres Bundesstaates herüber. *Art. 18* der geltenden Verfassung lautet: „*Jeder Schweizer ist wehrpflichtig*“. Auf diesem Boden haben wir unsere Wehrordnung aufgebaut und — es darf dies besonders betont werden — dieses System hat uns im Jahre 1914 gerettet. In den seither bekannt gewordenen Erwägungen des Generalstabchefs Graf Schlieffen für den Operationsplan im Westen wird auch die Umfassung des feindlichen Südflügels durch die Schweiz in Betracht gezogen. Gegen die dabei eintretende Verletzung der schweizerischen Neutralität hebt Schlieffen¹⁾ das Bedenken hervor: „So hätte man zunächst den nicht zu unterschätzenden Widerstand eines zur Wahrung seiner Rechte entschlossenen, kriegerisch veranlagten Volkes zu brechen.“²⁾ Diese bei den spätern Entschlüssen wohl mitbestimmenden Erwägungen verdanken wir der allgemeinen Wehrpflicht und der darauf gestützten Bereitschaft. Die Lehrmeisterin Geschichte legt den Eidgenossen nahe, einen Fundamentalsatz ihrer staatlichen Stärke nicht ohne triftige Gründe preisgeben.

„Im 2. Artikel unserer Verfassung sind als erste *Aufgaben* des schweizerischen *Bundesstaates* aufgestellt: „Die Behauptung der Unabhängigkeit des Vaterlandes gegen außen, Handhabung von Ruhe und Ordnung, im *Innern*“. Es hat bisher noch niemand gewagt, an diesen Verfassungsbestimmungen des Bundes zu rütteln. Sie sind auch ebenso hoch als unwandelbar, da sie gleichbedeutend mit dem Willen zu staatlicher freier Existenz sind. Wie könnte aber das Schweizervolk diese Aufgaben erfüllen, ohne wohlgeordnete bewaffnete Macht? Nur eine solche gewährleistet, daß die Grenzen unver-

¹⁾ Wolfgang Förster: „Graf Schlieffen und der Weltkrieg.“ I. Teil, 2. Kapitel.

²⁾ Und General von Kuhl bemerkt (in seiner Schrift: *Der deutsche Generalstab — 1920, S. 163—*): Die „Front mußte umfaßt werden. Durch die Schweiz zu gehen, verbot sich mit Rücksicht auf die Schwierigkeit des Geländes und die Schweizerarmee.“

letzt bleiben, daß im Innern auch in schweren Zeiten keine gewalttätigen Konflikte ausbrechen. Die genannten vornehmsten Staatsaufgaben führen zur nationalen Organisation der Verteidigung des Landes und seiner Freiheit, nach außen und nach innen. Der Beitritt zum *Völkerbund* hat sodann der Schweiz noch eine besondere Stellung und Aufgabe gebracht. Sie allein behält ihre militärische Neutralität bei allfälligen Streitigkeiten anderer Mitglieder-Staaten; sie soll aber ihre Neutralität auch aus eigener Kraft schützen und halten. Hierzu befähigt sie wiederum nur richtig organisierte Volkswehr.

„In einer *demokratischen Republik* kann die *nationale Wehrorganisation* nur auf der allgemeinen Wehrpflicht aufgebaut werden. Dieser Staatsform entspricht das Volksheer. Ein Klassen- oder Berufsheer ist ihr wesensfremd. Ein solches müßte in kurzer Zeit zu Gegensätzen zwischen Volk und Heer führen. Das Recht und die Pflicht zu nationalem Wehrdienst sind Attribute des freien Republikaners. Das hängt aufs Engste mit der zweifachen Aufgabe der Armee zusammen; nach innen: Schutz der durch die Demokratie gewährleisteten Rechte der Bürger, nach außen: Verteidigung des Landes und seiner Unabhängigkeit. Aus diesen entscheidenden *staatspolitischen* Erwägungen ist für die Schweiz das Prinzip der allgemeinen Wehrpflicht festzuhalten. Diese ist aber auch beizubehalten, weil ein aus allen Parteien und Gesellschaftsklassen sich rekrutierendes Heer starke einigende Kräfte entwickelt und die Garantie vor einer mißbräuchlichen Verwendung als Klasseninstrument in sich selbst birgt. Die bedauerliche Tatsache, daß auch in unserem freien Volksstaat gewisse Kreise offen oder geheim sich feindlich ihm gegenüberstellen, mag es erklären, daß kürzlich der Ausschließung solcher Elemente und der Bildung eines absolut staatstreuen Heeres das Wort geredet wurde. Aber dem tritt — von der fast undurchführbaren praktischen Lösung abgesehen — sofort die zwingende Ueberlegung entgegen, daß der Staat kein Klassenheer schaffen kann, ohne die innere Spaltung zu verschärfen, ohne einer Landesgefahr zu rufen und bei jedem Wechsel des regierenden Systems den Wechsel der Armee zu gewärtigen. Indem der Staat alle Bürger zum Wehrdienst heranzieht, kann er auch von allen ohne Rücksicht auf deren politische Anschauung, nicht nur die Respektierung, sondern auch die Verteidigung seiner Existenz und seiner Ordnung verlangen. Er wird diese Pflichterfüllung auf der ganzen Linie durchsetzen, aber nur, wenn er sie jedem, ohne Standesunterschied in gleichem Maße überträgt. Und diese gemeinsame Pflichterfüllung wird vermittelnd wirken und Gegensätze ausgleichen. Daß eine Truppe, die nicht auf dem Grundsatz der allgemeinen Wehrpflicht formiert ist, bei uns auf die Dauer gar nicht bestehen kann, hat die Schaffung sog. freiwilliger Grenzkorps im Aktiv-Dienst gezeigt. In kurzer Zeit war im Volke wachsende Abneigung und Widerwille gegen diese Organisation vorhanden. So muß — wenn selbst keine militärischen Gründe da-

gegen sprechen sollten — die Ersetzung des Volksheeres durch eine Berufs- oder Söldner-Truppe schon aus staatspolitischen Erwägungen abgelehnt werden.

„Damit die staatlich organisierte Wehrmacht die ihr von der Verfassung übertragenen Aufgaben erfüllen kann, muß sie den *militärischen Erfordernissen* hiefür gewachsen sein. Die erste Pflicht der Landeswehr ist Landesverteidigung. Will diese ernstlich und mit Aussicht auf Erfolg geführt werden, so ist ein auch nach der Zahlenstärke achtenswertes Heer unerläßlich. Wer wollte mit wenigen tausenden noch so kriegsgewohnten und tapferen Soldaten die langen Grenzfronten unserer Heimat zu schützen versuchen; ein Blick auf die geographischen Verhältnisse und die Erfahrungen aus dem Weltkrieg überzeugen sofort, daß eine Feldarmee von etwa 200,000 Mann ein Minimum der erforderlichen Truppen bedeutet. Dieser Heeresbestand, auf den wir unsomehr noch angewiesen sind, als uns die Ebenbürtigkeit im Einsatze aller technischen Kriegsmittel nicht immer möglich sein wird, ist nur durch die Rekrutierung mittelst allgemeiner Wehrpflicht zu erreichen. Dazu kommt, daß, so viele Reformvorschläge für neue Militär-Organisationen kommen, in keinem Lande (das nicht durch die Friedensverträge in den Wehrbeständen limitiert ist) für die Zukunft etwa die militärische Bedeutung starker Heere geringer eingeschätzt würde. Auch für unsere schweizerischen Verhältnisse hat noch niemand für die nationale Verteidigung eine neue, auf kleine Truppenkontingente aufgebaute Neuordnung vorzeichnen können. So ist auch keine Kritik konkreter Vorschläge möglich. Wenn man aber in Bezug auf die zweite Aufgabe des Staates: Handhabung von Ruhe und Ordnung im Innern, einwenden will, hierfür könnte eine verstärkte Polizeimacht genügen, so ist dies fraglich. Es kann gelegentlich eine innere Krisis schützendes Eingreifen auf breiter Basis erheischen, und gegenüber erregten Kreisen des Volkes werden Bürger des gleichen Landes, wehrpflichtige Eidgenossen, weit richtiger und versöhnlicher intervenieren, als eine Berufstruppe der staatlichen Gewalt.

„Die *militärischen Erwägungen* bejahen somit ebenfalls die Beibehaltung der allgemeinen Wehrpflicht. Durch diese Feststellung soll nicht ein ablehnender Standpunkt der Schweiz in der Frage der allgemeinen Abrüstung als solcher eingenommen sein. Die Bestrebungen, welche in dieser Richtung tätig sind, können und sollen wir vorurteilslos prüfen, und wenn sie zu internationalen Abmachungen führen, welche die Sicherheit und Freiheit auch unseres Staates unbedingt gewährleisten, wird letzterer einer solchen Entwicklung nicht fern bleiben; doch müßte wohl auch dann — für eine reduzierte Wehrmacht — der Grundsatz der allgemeinen Wehrpflicht fortbestehen. Zur Zeit aber sind die realen Verhältnisse noch so, daß die Wehrfähigkeit unseres Volkes unvermindert erhalten bleiben muß.

„Die uns gestellte Frage ist im besondern noch nach der *wirtschaftlichen national-ökonomischen* und *finanziellen* Seite zu würdigen. Wenn staatliche, politische und militärische Gründe die allgemeine Wehrpflicht eindringlich fordern, wenn jedoch die wirtschaftliche Kraft des Landes sie nicht mehr tragen könnte, so müßte sie dem bitteren Naturgesetze weichen. Die Fortexistenz der Eidgenossenschaft würde dann allerdings sehr ungewiß. Nun lasten die enormen Ausgaben des Staates in den jüngsten Jahren und die wachsenden Pflichten der neuen Zeit schwer auf seinem Haushalt und es ist begreiflich, daß man dem Militärbudget Ersparnisse zumutet, um Mittel für andere Aufgaben frei zu bekommen. Aber die Situation ist keine verzweifelte. Wohl werden die Aufwendungen für außerordentliche Wehrbedürfnisse, für Ausbau der Bewaffnung und technischen Rüstung nur sehr allmählich einsetzen können; aber die notwendigen Kredite für die Beibehaltung eines kriegstüchtigen Milizheeres im bisherigen Bestande kann unser Land bewilligen. Das wird eine Summe von etwa 70 Millionen ausmachen. Von Wichtigkeit ist, mit diesem Betrage die ungefähren Kosten einer sehr kleinen stehenden Truppe zu vergleichen. Würde letztere nur auf 6000 Mann bemessen, so wären dafür im Jahre vielleicht 35 Millionen auszugeben, oder die Hälfte der heutigen Militärauslagen für unsere ganze Armee.¹⁾ Diese Gegenüberstellung wird die Wahl nicht schwer machen. Sie fällt mit dem Uebergewicht zwingender Gründe auf das System der allgemeinen Wehrpflicht, welche einzig dem Staate genügenden Schutz gewährleisten kann. Nicht unerwähnt darf bleiben, daß von den Militärausgaben manche doch auch schweizerischer Arbeit und inländischem Erwerbe zugute kommen.

„Endlich möchten wir die *volkserzieherische* und *gesundheitliche Wirkung* der allgemeinen Wehrpflicht kurz berühren. Es mögen in einzelnen Fällen aus dem Wehrdienste Schädigungen für die Pflichten resultieren; im allgemeinen überwiegen jedoch sicher die Vorteile. Erziehung zu Gemeinsinn und Opferwilligkeit, zur Disziplin und Kameradschaft kommt neben der Kräftigung des Körpers zur Geltung. Städter und Landbewohner, Eidgenossen der verschiedenen Stände und Anschauungen lernen sich kennen und verstehen. Und wenn wir neben der praktischen, physischen Schulung der geistigen Ausbildung unserer jungen Wehrmänner künftig immer mehr auch volle Aufmerksamkeit schenken, so vermitteln wir unserer Jugend ein zweifaches wertvolles Gut.

„Aus all diesen Erwägungen gelangen wir zum *Schlusse*: *Die allgemeine Wehrpflicht ist als Grundlage für die künftige Organisation unseres Wehrwesens beizubehalten.*“

¹⁾ 1890 hatten 87,900 Mann 2,092,000 Dienstage; dies hätte einer ständigen Truppe von 5732 Mann entsprochen. 6000 Mann ständige Truppen haben im Jahre 2,190,000 Dienstage. Letztere auf 60,000 Mann verteilt ermöglicht für jeden Mann durchschnittlich 36 Tage, auf 100,000 Mann 21 Tage.

Soweit der Bericht der Sektion St. Gallen.

Eine Ausnahme von diesem Grundsatz soll nach einem Vorschlag von Oberstleutnant Frey in Basel eintreten für Leute, die wegen eines gemeinen Deliktes bestraft worden sind.

(Schluß folgt.)

Kriegslehren.

Von Oberstleutnant *Habicht*.

(Schluß.)

Zu etwas anderen Schlüssen, wenigstens der Zahl nach, war eine französische Ansicht gekommen. Zwar bildete der russisch-japanische Krieg ebenfalls den Ausgang der Erwägungen; nur kam man zu der Folgerung, daß die Artilleristen der nächsten Kriege, gedeckt hinter ihren Schilden, die Eigenschaften ihres Geschützes noch mehr ausnützen und noch mehr Munition verbrauchen würden als die Russen oder Japaner. Um aus diesen bloßen Vermutungen zu sicheren Schlüssen für eine erforderliche Munitionsausrüstung zu kommen, hatte man während drei Manövertagen alle diejenigen Schießen notieren lassen, welche gegen angewiesene Ziele von der Artillerie in Wirklichkeit hätten durchgeführt werden müssen. Als Munitionsverbrauch gegen jedes Ziel wurden dabei berechnet 4 Einschießsalven und das Wirkungsschießen mit 48, rund 50 Schüssen. Die für eine Divisionsartillerie von 6 Batterien gefundenen Zahlen stimmten merkbar überein. Sie beliefen sich für die Batterie und den Tag im Mittel auf 500 Schuß. Da aber Manöverschlachten nur einen halben Tag dauern, so mußte diese Mittelzahl verdoppelt werden. An einem einzigen Gefechtstage würde also eine Batterie allein einen mittleren Munitionsverbrauch von 1000 Schuß haben.

Doch genügten der französischen Ansicht nach diese 1000 Schüsse auf die Batterie oder 250 für das Geschütz keineswegs; denn:

1. sind 4 Einschießlagen im allgemeinen gegen schwierige Ziele ungenügend;
2. wird ein Wirkungsschießen allein nur ein geringes Ergebnis liefern, wenn die Truppe in Bewegung ist oder die Artillerie auch nur ein wenig verdeckt. Man muß also damit rechnen, daß diese Wirkungsschießen in vielen Fällen zu wiederholen sind;
3. ist auch der Verbrauch während des Entscheidungskampfes auf Grund der obigen 50 Schuß gegen jedes Ziel berechnet worden. Während dieses entscheidenden Aktes darf man sich in Wirklichkeit nicht auf einige Wirkungssalven beschränken, sondern die Geschütze müssen schon aus moralischen Gründen ununterbrochen donnern.

Hieraus ergab sich als Konsequenz: „Nimmt man 2000 Schuß als mutmaßlichen Gefechtsverbrauch für die Batterie und den Tag an, so wird man noch unter der Wahrheit bleiben. Doch wird man